Niveau(x) d'enseignement: 5 Numéro EDUQ : 8170281
Centre d'intérêt: 33

Lessard, Hélène.

Relance 1976 : commentaires des étudiants / Hélène Lessard. -- [Québec] : Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification, 1977.
42 f. ; 28 cm. -- (Education et emploi ; 4.27)

Code 28-1230.

Cote Dewey: 371.8'09714/L638r Cote LC: LA/418/.Q3

Descripteur(s): *Enquête sur les sortants *Opinion de l'étudiant *Milieu scolaire *Vie scolaire *Evaluation par l'étudiant *Evaluation de l'enseignement *Collégial (Niveau) *Secondaire (Niveau)

Dans le cadre de l'opération Relance 1976, une page spéciale du questionnaire a été mise à la disposition des répondants qui désiraient formuler des commentaires ou des suggestions. L'analyse de ces textes sert à la fois de complément aux données quantitatives et d'élément de base à leur interprétation. Les interventions sont regroupées sous sept principaux thèmes: les cégeps et les polyvalentes, l'orientation et l'information, le marché du travail, les stages, les professeurs, le contenu des cours, les prêts et bourses. Les principales tendances sont dégagées.

Près de 30% des sortants qui ont répondu au questionnaire, soit environ 7000, ont formulé des commentaires. Dans l'ensemble, les opinions émises sont pessimistes et négatives; elles témoignent d'une situation de fait: un système scolaire déficient. A ce propos, les remarques les plus fréquentes visent à déplorer l'absence: de motifs d'encouragement de tout ordre nécessaires à la poursuite des études - de moyens variés favorisant le plein épanouissement de l'étudiant - de stabilité intellectuelle et sociale indispensable à une formation scolaire.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: ar

E D U Q 8170281

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION

DOCUMENTS
ÉDUCATION ET EMPLOI 4-27

RELANCE 1976

Commentaires des étudiants

FÉVRIER 1977

HÉLÈNE LESSARD
28-1230

E D U Q 8170281

DOCUMENTS
EDUCATION ET EMPLOI

RELANCE 1976

COMMENTAIRES DES ETUDIANTS

FEVRIER 1977 HELENE LESSARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 2

LES CÉGEP ET LES POLYVALENTES 7

L'ORIENTATION ET L'INFORMATION 13

LE MARCHÉ DU TRAVAIL 19

LES STAGES 26

LES PROFESSEURS 29

LE CONTENU DES COURS 32

LES PRÊTS ET BOURSES 36

CONCLUSION 38

INTRODUCTION

La Direction générale de la planification s'est vu confier, par le ministère de l'Éducation, la responsabilité de concevoir et d'administrer une étude annuelle auprès des sortants* du système scolaire.

C'est donc depuis 1972 que l'opération "Relance" fournit au ministère des renseignements précis sur le sort des étudiants qui sortent du système scolaire et sur les différentes orientations de ceux qui poursuivent leurs études au-delà du niveau secondaire.

Dans son questionnaire pour l'année 1976, "Relance" a mis à la disposition des répondants une page spéciale où il leur était possible de formuler des commentaires et/ou des suggestions concernant les sujets abordés dans ce questionnaire.

Près de 30% des sortants qui ont répondu au questionnaire de "Relance" 76 ont ajouté leurs commentaires sur cette page, qui tenait lieu de "question ouverte".

---

* Sont considérés comme étudiants "sortants" d'un niveau, tous les étudiants qui étaient inscrits dans une école secondaire ou dans un collège d'enseignement général et professionnel pour l'année 1974-75 et qui ne l'étaient plus pour l'année scolaire 1975-76.

Point n'est besoin de mentionner le grand nombre et la diversité des sujets qui y ont été abordés.

Tous ces commentaires (près de 7,000) ont été lus et classés sous des thèmes qui en résument les affinités. Nous passions des opinions plus générales sur le questionnaire dans son ensemble aux questions plus précises sur les prêts et bourses, par exemple, sans oublier les demandes d'informations sur le projet "Relance" et les demandes concernant les résultats de la présente étude.

Voici ces thèmes qui résument assez bien les commentaires à retenir:

- les cegep et les polyvalentes
- l'orientation et l'information
- le marché du travail
- les stages
- les professeurs
- le contenu des cours
- les prêts et bourses

Même si, à l'intérieur du texte qui suit, chacun de ces sept thèmes est traité séparément, on constatera que, en raison de leur contenu, ils sont tous reliés et complémentaires les uns des autres. Ainsi, par exemple,

l'insatisfaction et la déception qu'un sortant connaîtrait sur le marché du travail pourraient avoir comme explication, soit une mauvaise orientation ou une information déficiente, soit un contenu de cours inadéquat, soit une absence de stage, etc. Ce sont là des raisons qui pourraient jouer séparément pour le sortant insatisfait ou déçu, tout comme elles pourraient, toutes ensemble, avoir une influence plus ou moins grande sur la situation vécue par ce sortant.

Il y a une mise au point très importante à faire concernant les commentaires dont nous avons pris connaissance et qui sont réunis sous les thèmes énumérés ci-dessus. En effet, sur 21,000 questionnaires retournés, 14,000 ne contenaient aucun commentaire. Donc 70% des répondants n'ont pas émis d'opinion. Nous ne pouvons, par le fait même, ni interpréter, ni généraliser leur silence.

Un fait est à remarquer: la majorité des opinions émises sur les divers sujets sont très pessimistes et négatives. Ainsi, nous constatons que ce sont principalement les sortants ressentant le plus d'inquiétude ou de déception qui ont pris la peine d'exprimer leurs griefs.

C'est donc avec une certaine prudence que nous devons lire et utiliser les commentaires qui suivent puisqu'ils exposent la position de ceux-là seulement qui formulent des critiques ou dénoncent des lacunes.

Cette proportion (30%) des répondants déçus ou insatisfaits est toutefois symptomatique et révélatrice d'une situation de fait: un système scolaire déficient.

De plus, si un répondant sur trois exprime de tels commentaires, nous avons en main des indicatifs très valables et des hypothèses de travail très intéressantes, dont il faudra tenir compte si on veut proposer des correctifs et effectuer des réajustements à l'intérieur du système scolaire actuel.

A ce propos, les commentaires revenant le plus fréquemment se résument à déplorer l'absence de:

- motifs d'encouragement de tout ordre nécessaires à la poursuite des études;

- moyens variés favorisant le plein épanouissement de l'étudiant;

- stabilité intellectuelle et sociale indispensable à une formation scolaire.

Il est à noter que les nombreuses grèves à tous les niveaux ont eu des conséquences sérieuses sur une grande proportion de la clientèle étudiante. Ces conséquences vont de la diminution de la motivation à l'abandon scolaire définitif.

Trois sortants ont émis des opinions qui synthétisent assez bien l'impression générale que laissent les commentaires formulés lors de l'opération "Relance" 76. Nous croyons bon de rapporter intégralement ces opinions puisqu'elles introduisent et résument en même temps les pages qui suivent.

Les voici:

"Ceux qui ont le désir de s'instruire n'ont d'autre alternative, dans la société d'aujourd'hui, que de s'inscrire dans ces boîtes à cours que sont les cegep et les polyvalentes".

"Tout le système d'éducation au Québec est bâti sur le principe de productivité; c'est-à-dire une spécialisation à outrance et l'abandon de l'idée d'une culture générale au profit des techniques. Je suppose que le capitalisme veut s'assurer un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché".

"Je suis déçu de l'enseignement actuel où on inculque des connaissances de façon mécanique et où on doit fournir un rendement d'ordinateur. On nous enlève tout ce qu'on a d'humain pour faire de nous des machines de production. Je peux vous dire que j'ai bien envie d'arrêter l'école parce que l'école m'arrête tellement!".

LES CEGEP ET LES POLYVALENTES

En résumant l'opinion générale que plusieurs sortants ont des cegep et des polyvalentes, on constate qu'ils sont déçus et mécontents. Pour un très grand nombre d'entre eux, c'est dans ce mécontentement qu'il faudrait chercher la cause de la majorité des cas d'abandon scolaire. Les sortants sont déroutés, ils perdent leur temps, ils ne savent plus ce qu'ils veulent, ils sont incertains face à l'avenir, ils ont perdu tout intérêt à cause de l'anonymat qui caractérise les cegep et les polyvalentes.

Il y a cependant certaines différences entre les commentaires des sortants de niveau secondaire et ceux des sortants de niveau collégial.

Ainsi, au cegep, les principaux motifs d'insatisfaction et d'abandon sont reliés aux débrayages et aux grèves que le milieu scolaire a connus en 1975. Ces situations de conflits ont diminué l'intérêt et la motivation des sortants cherchant à réussir et à terminer leurs études.

On se plaint beaucoup du trop grand nombre d'étudiants qui transforment l'école en "immenses boîtes dépersonnalisées" où l'ambiance est absente. A ce sujet, un

jeune précise que "le cegep est un horrible zoo sans contact humain qui ne sert pas à former mais à déformer l'esprit et à tuer les relations entre les individus". On souhaiterait une ambiance plus accueillante et plus communicative, sans pour autant en venir au laisser-aller. En effet, plusieurs mentionnent la trop grande liberté et le manque de discipline qui caractérisent les cegep. Ce qu'un bon nombre de sortants ont exprimé en termes plus généraux: "Le système collégial actuel est un gâchis à cause du manque d'organisation dans la structure".

Ce désenchantement en force un certain nombre d'entre eux à quitter le cegep pour aller étudier à l'extérieur de la Province. Voici un commentaire qui en dit beaucoup à ce sujet: "J'ai été obligé de m'exiler pour pouvoir poursuivre mes études, car au Québec, dans les cegep, on perd son temps; maintenant je suis dans un collège ontarien et tous mes problèmes sont réglés: je suis très motivé".

Par contre, si on se fie aux commentaires d'un bon nombre de sortants, le passage du niveau primaire au niveau secondaire semble poser plus de difficultés d'adaptation chez les jeunes des polyvalentes que le passage du niveau secondaire au niveau collégial en pose chez les nouveaux cégepiens.

L'insatisfaction générale s'exprime plus profondément au niveau secondaire, où les jeunes se sentent

davantage perdus dans ce que quelques-uns appellent, "ce bloc de béton qui ressemble à une prison". C'est "un milieu invivable et fort démoralisant" de mentionner d'autres qui se plaignent plus particulièrement du trop grand nombre d'élèves. Cette situation empêche la communication et elle diminue les contacts qu'on dit déjà "très froids".

Des suggestions comme celles-ci reviennent donc fréquemment sous la plume des sortants:

- on devrait songer à supprimer les polyvalentes pour revenir aux petites écoles de 500 étudiants.

- en attendant, on devrait constituer des petits groupes à l'intérieur de ces polyvalentes, ce qui, de l'avis de plusieurs, serait un gage de réussite et de satisfaction, car il serait ainsi plus facile d'enseigner et de communiquer, de comprendre et de participer. "De cette façon, nos professeurs et nous-mêmes bénéficierions de beaucoup d'avantages".

Si cette dernière suggestion était davantage suivie, le commentaire suivant reviendrait moins souvent: "Je n'aime pas les grandes polyvalentes parce qu'on est des numéros pour les professeurs et la direction, et aussi parce qu'on ne peut pas vraiment former un groupe".

Enfin la détérioration du système d'éducation s'expliquerait aussi, de l'avis des jeunes, par les problèmes de discipline et de surveillance qui se posent au niveau secondaire. On déplore la trop grande liberté et le peu d'ordre qui règne dans les polyvalentes. Le désordre en amène plusieurs à conclure que, sous cet aspect, "l'ancien système" devait être meilleur que "le nouveau".

Face à cette déception, les sortants se disent contraints d'adopter l'une ou l'autre des 5 attitudes suivantes:

- ils se résoudront à subir la situation telle quelle, car ils n'ont ni les moyens ni les motifs suffisants leur permettant de la modifier;

- ils abandonneront définitivement leurs études;

- ils abandonneront leurs études régulières de jour pour poursuivre leur formation par cours du soir;

- ils abandonneront temporairement leurs études pour travailler un certain temps en attendant que "tout redevienne normal dans les écoles", que "le système soit mieux organisé et plus personnalisé";

- ils quitteront le secteur public pour le secteur privé.

Sur ce dernier point, on note que les motifs ayant provoqué ce changement d'un secteur à l'autre touchent principalement:

- l'ambiance générale
- l'encadrement des élèves
- la discipline
- la motivation au travail
- le contenu des cours
- les professeurs
- les résultats scolaires

Les sortants considèrent que ces aspects sont mieux vécus et appliqués au secteur privé qu'au secteur public.

Ils nous disent qu'ils constatent que l'école privée prend davantage au sérieux l'encadrement des élèves, les contenus de programmes, la qualité de l'enseignement, etc.

Ils se déclarent plus heureux et plus satisfaits à cause d'une meilleure ambiance dans l'école, d'une plus grande facilité de contacts avec les autorités et les autres élèves, d'une incitation plus forte à la réussite et d'une motivation plus grande pour l'acquisition de connaissances. Un d'entre eux exprime ainsi la différence qu'il voit entre le secteur privé et le secteur public: "Les étudiants travaillent beaucoup plus fort dans les écoles privées que dans les polyvalentes, mais ils y trouvent une plus grande satisfaction. Dans les écoles publiques, ils s'intéressent beaucoup moins à la connaissance et à la formation qu'ils peuvent acquérir qu'à un simple diplôme".

Plusieurs expriment cependant leur incapacité à payer les coûts plus élevés imposés par le secteur privé, tout en affirmant que "l'école privée est la meilleure".

L'ORIENTATION ET L'INFORMATION

Les questions sur l'orientation et l'information diffusées dans les écoles ont fait l'objet de nombreuses considérations de la part des sortants.

Mais, avant de relever les principaux commentaires de ces sortants sur l'orientation et l'information, il serait bon de mentionner la difficulté éprouvée par plusieurs d'entre eux lorsqu'il s'agit de distinguer entre les services dits "d'orientation" et les services dits "d'information". Il faudra ainsi garder à l'esprit, à la lecture des lignes qui suivront, cette absence de distinction qui se présente quelquefois.

Les sortants sont presque unanimes à affirmer que l'insuffisance du service d'orientation est la faille la plus importante du système scolaire actuel. Entre autres, ils y précisent des faiblesses au niveau de la qualité et de la quantité des informations, à celui de la diffusion de ces informations et de la compétence des orienteurs.

Ils déclarent avoir besoin d'être conseillés et guidés dans leurs choix. Cependant, ils se disent peu ou mal orientés et pas suffisamment informés sur les secteurs, les options, les programmes, les choix et contenus de cours

offerts. Ce manque d'information est davantage exprimé par les sortants du secteur professionnel, tant au collégial qu'au secondaire. "Une bonne orientation est primordiale comme point de départ pour un avenir prometteur" de l'avis d'un sortant du secondaire.

Au niveau secondaire, on souhaiterait qu'une attention particulière et une plus grande importance soient accordées aux services d'orientation et d'information, car "il y a tant de conséquences qui en découlent; on ne peut pas revenir en arrière sans complications au niveau du rattrapage scolaire et au niveau pécuniaire".

Aussi, les sortants déclarent-ils qu'une mauvaise orientation aura des conséquences néfastes pour l'étudiant: ou bien il abandonnera ses études parce qu'il ne se sentira pas à sa place, ou bien il perdra un an ou deux de cours réguliers pour effectuer un rattrapage ou pour compléter un nombre de crédits en vue de corriger son orientation.

D'où l'importance de fournir aux sortants les services adéquats qu'ils réclament et dont ils ont grand besoin. Ils se plaignent du manque d'information, mais surtout du manque de compétence ou d'intérêt (motivation) des orienteurs en fonction. Leur manque de confiance est tellement prononcé que plusieurs déclarent préférer s'orienter seuls plutôt que de consulter les orienteurs. Selon des sortants, les conseillers

ne les aident pas beaucoup à se démêler dans les cours à choisir. Ils ne possèdent pas toutes les notions et connaissances indispensables pour les informer et les orienter (et non pas "désorienter" d'après certains) adéquatement sur les différents choix à faire. On se plaint de recevoir des informations insuffisantes, imprécises et superficielles. "Il n'y a qu'une partie qui est généralement présentée et exploitée; un grand nombre d'informations demeurent inconnues par la majorité", de préciser un sortant à ce sujet.

De plus les sortants reprochent à certains orienteurs de ne pas leur fournir plus d'informations que ce qu'ils peuvent retrouver dans les livres, brochures et prospectus.

Ils désireraient alors au moins pouvoir consulter eux-mêmes une documentation facilement accessible et surtout complète. Ce qui fait défaut dans plusieurs écoles aux dires de certains.

Cependant, la plupart des sortants sont conscients que le nombre d'élèves est souvent trop élevé pour le nombre d'orienteurs disponibles.

Si on dénombre tous les sortants qui déplorent se retrouver dans des secteurs ou options où ils n'ont pas le désir ou la capacité de se trouver, on prend alors davantage conscience de l'importance d'une orientation et d'une information adéquates pour tous.

Cette déception des sortants se produit trop souvent, de l'avis de plusieurs, si l'orienteur n'a pas compris ce que l'étudiant peut ou veut faire. L'étudiant désire surtout plus d'information pour faire le choix qui lui convient dans des options qui répondent à ses aptitudes, à ses goûts et à ses priorités dans la vie. Un sortant résume en ces termes l'idée de plusieurs: "Les orienteurs m'ont dissuadé de suivre les cours que je voulais poursuivre à tel point que je ne savais plus de quel côté m'orienter".

En outre, le sortant veut avoir plus de liberté pour décider de son orientation: "C'est trop basé sur un système de notes. Il serait plus simple de nous laisser continuer nos études si on le veut. Bien souvent, il y en a qui ne peuvent continuer à cause de la "sélection". On nous parachute dans les cours où il y a de la place au moment où on nous parle, sans penser que dans 4 ou 5 ans, nos études terminées, il n'y aura plus de place dans cette branche" de dire un sortant désirant plus de réalisme.

Plusieurs disent se retrouver en chômage à cause d'un travail qui ne leur convient pas ou d'un manque d'information précise sur le travail auquel leurs études les ont préparés. Résultat: déception et perte d'intérêt.

A partir de la situation qui prévaut, les sortants désirent être informés par les services d'orientation et d'information, et ce, le plus précisément possible sur:

- les avantages et inconvénients d'une option menant à l'exercice d'une profession;
- la saturation actuelle ou prévue dans les différentes options;
- la demande du marché du travail dans le secteur de l'orientation choisie;
- les conditions nécessaires à la pratique de certains métiers (description des tâches à effectuer, aptitudes requises, conditions de travail, salaires, etc.);
- les différents débouchés une fois le cours terminé.

Devant l'inquiétude qu'ils ressentent au moment de faire un choix, un grand nombre de sortants manifestent un besoin réel d'être bien informés et bien conseillés. Ils se sentent perdus, mêlés et découragés parce qu'ils se disent beaucoup trop jeunes et pas assez matures pour faire un tel

choix. Ce qu'un d'entre eux exprime en ces termes: "On est trop jeunes et on ne sait pas dans quoi on s'embarque, ni dans quoi on s'engage. C'est difficile et angoissant de faire un choix définitif surtout avec le grand nombre de secteurs où on peut aller".

Plusieurs sortants ont développé une certaine méfiance à l'endroit des orienteurs parce qu'ils ont réalisé, souvent trop tard, qu'on ne leur avait montré que le bon côté de la médaille, qu'on ne leur avait fait miroiter que les belles perspectives d'emplois, alors que la réalité est souvent tout autre.

Face à cette situation qui les touche de près, certains sortants formulent des suggestions qui seraient de nature à éclaircir et à rassurer ceux qui auront à s'orienter.

Dans un premier temps on souhaite que les services d'orientation et d'information demeurent en relation directe et constante avec le ministère de la Main-d'Oeuvre et du Travail, avec les services de placement et aussi avec des gens ayant une expérience vécue du monde du travail.

Dans un second temps et comme application pratique, on souhaite que ces services d'orientation et d'information organisent des visites et des rencontres de travailleurs et d'étudiants de même formation afin que ces derniers soient bien mis au courant des avantages et des inconvénients de leur futur métier.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Les sortants qui nous ont fait leurs commentaires à la suite du questionnaire de l'opération "Relance" 76 sont, pour la plupart, très déçus et pessimistes face à la situation actuelle sur le marché du travail.

Il conviennent que, à tous les niveaux: secondaire, collégial et universitaire, il est très difficile de se trouver un emploi actuellement. La situation est à un point tel que, pour plusieurs, "il importe d'abord de décrocher un emploi, n'importe quel... Par la suite, on tentera de se trouver un travail correspondant aux études effectuées".

Les perspectives d'emplois sur le marché du travail étant très faibles ces temps-ci, de l'avis de la majorité de ceux qui ont émis leur opinion, on adopte alors deux attitudes totalement opposées.

A savoir:

- on décide de poursuivre ses études dans la même option ou dans une nouvelle. En effet, vu la grande instabilité provoquée par le manque de débouchés, plusieurs retournent aux études pour se perfectionner davantage, croyant avoir ainsi plus de chances de se placer.

- on décide d'abandonner ses études

en s'interrogeant sérieusement sur la validité d'un diplôme. Ce qu'un sortant exprime ainsi: "Un diplôme n'offre plus aucune sécurité: la situation devient un encouragement à vivre sur l'assurance-chômage par manque de débouchés intéressants". D'autres disent: "C'est à nous faire regretter d'avoir poursuivi de longues études pour décrocher un diplôme, ça ne vaut pas le coup, car on en arrive quand même, la plupart du temps, au grade de chômeurs instruits".

Même s'ils déplorent largement la situation du monde du travail dans son ensemble, ils accusent surtout l'école, puis les services de placement et les centres de main-d'oeuvre qui manquent d'organisation pour procurer de l'emploi aux sortants après leurs études.

Ils déplorent autant l'ignorance du personnel des centres de main-d'oeuvre que l'ignorance des employeurs vis-à-vis l'existence et le contenu des divers cours offerts dans les écoles.

Ils suggèrent donc aussi et plus particulièrement une plus grande collaboration entre les autorités de l'école, les services de placement, les employeurs et les étudiants afin d'établir des contenus de cours plus complets et mieux adaptés aux offres du marché. On devra, par le fait même, mettre sur pied un meilleur système de diffusion de l'information indispensable à la réalisation de cet objectif.

Maintenant, si on résume un peu la situation actuelle, on constate qu'il n'y a guère de correspondance entre les études et le travail. Un sortant exprime ainsi son idée: "Le monde du travail et les cours suivis à l'école sont deux!" Les sortants croient qu'il y a une trop grande différence entre les deux, que la formation scolaire actuelle n'a pas de débouchés intéressants, que l'enseignement reçu demeure trop théorique et trop peu réaliste par rapport au marché du travail et qu'il ne satisfait pas aux exigences du travail.

Ce commentaire prend d'autant plus d'importance que bon nombre de sortants en couture, en diététique, en esthétique, en décoration, en typographie, en électricité, montage et contrôle, et plusieurs autres spécialités, se plaignent d'être en chômage ou d'exercer un travail ne correspondant pas à leur formation. Qu'il nous suffise de mentionner quelques exemples: une technicienne en diététique est aide-ménagère ou travaille dans une buanderie; un dessinateur est devenu peintre-débosseleur; un technicien en équipement motorisé se retrouve laveur de vaisselle, mécanicien ou pompiste; un technicien en chimie industrielle vend des chaussures, etc.

Cette pénurie d'emplois engendre une diminution de la stimulation et de l'ambition. Elle cause aussi de la déception et du mécontentement chez le futur travailleur, surtout chez les sortants du cours professionnel [illegible] secondaire.

Ces derniers disent que les cours reçus sont instructifs, mais ne sont aucunement reconnus par les employeurs, qui les considèrent comme une formation de base seulement. Dans cette optique il y aura donc toujours trop de finissants pour le nombre d'emplois offerts à ce niveau. En somme, il faudrait limiter l'accès à ces cours, en contingenter l'effectif, suggèrent plusieurs sortants. Car, surtout au professionnel long du secondaire, il y a non seulement une difficulté au niveau de la reconnaissance du diplôme, mais il y en a une aussi au niveau de l'acquisition du permis de travail ou de la carte de compétence.

Cette notion de compétence est rapidement associée pour tous les sortants, avec celle de l'expérience acquise. En effet, il est difficile sinon impossible, disent les sortants, de décrocher un emploi sans avoir acquis de l'expérience. C'est la première exigence de l'employeur; la seconde c'est le diplôme. Ou encore, les employeurs voudraient que le futur employé possède, pour avoir un emploi, autant d'expérience qu'il a de formation. Bien souvent même ils vont préférer le nombre d'années d'expérience (un minimum de 3-4 années selon plusieurs commentaires) plutôt que le nombre d'années d'études.

Dépendant de l'importance accordée, soit au diplôme, soit à l'expérience, les sortants diront: "Personne ne veut me donner une chance d'acquérir de l'expérience, j'ai donc fait un cours qui ne me sert à rien et avec lequel je ne peux travailler, donc vivre". "Lorsqu'on est prêt à rentrer sur le marché

du travail personne ne veut nous engager et après ils disent que la jeunesse ne veut rien faire". "L'expérience est la vraie école, mais comment trouver un emploi pour acquérir de l'expérience?" "Mon travail ne m'a demandé aucun diplôme. L'expérience compte beaucoup. Ce qu'on apprend à l'école ne nous sert pas beaucoup car, bien souvent, dans le milieu où on fait ses débuts, tout est nouveau et on doit recommencer à zéro".

On dénonce donc le manque de confiance des employeurs face aux jeunes diplômés lorsqu'on aborde la question de l'expérience. Quelques-uns auront cependant la chance d'être engagés, soit par leur père, soit par un proche parent à la fin de leur cours; ce qui élimine ou retarde les difficultés provoquées par l'intégration sur le marché du travail.

A l'exigence d'une expérience pertinente de la part de l'employeur s'en ajoute une seconde: celle de l'âge. Cette exigence joue autant pour le nouveau diplômé que pour l'employeur. D'un côté, plusieurs sortants se sentent souvent trop jeunes pour entrer sur le marché du travail. Le choix de cours a été fait trop tôt, la spécialisation n'aurait dû se faire qu'après le secondaire V, on aurait eu un peu plus de temps pour acquérir de la maturité, affirment-ils. De leur côté, les employeurs recherchent souvent du personnel plus vieux, possèdant plus d'expérience, plus de maturité et pouvant s'exprimer dans les deux langues, toujours de l'avis des sortants.

Il y a donc un bon nombre d'exigences à remplir d'un côté comme de l'autre afin que le jeune travailleur remplisse adéquatement ses fonctions sur le marché du travail. L'employeur tient compte de l'expérience acquise, du diplôme, de l'âge et de la langue dans ses critères d'acceptation d'un nouvel employé. Par contre ce dernier, une fois engagé, a lui aussi des exigences qu'il veut voir satisfaites et qui ne dépendent pas entièrement de lui. Mentionnons-les: de bonnes conditions de travail, un salaire correspondant à la formation reçue, des offres d'avancement intéressantes et la stabilité d'emploi. De plus, il aspire à un travail créateur et non à un travail de robot. Il désire une évaluation et une appréciation de la tâche accomplie afin d'entretenir son ambition. Il désire aussi une bonne ambiance dans le milieu de travail afin de se sentir heureux, à l'aise et non pas tendu.

Ce climat de travail sera d'autant plus possible, dit-on, qu'on aimera son métier, qu'on travaillera dans sa spécialité et surtout qu'on ne se sentira pas exploité et manipulé par l'employeur.

C'est la situation "idéale" exprimée par la majorité. Cependant, comme on le mentionnait au début, dans la réalité, les débouchés ne sont pas nombreux et les sortants demeurent inquiets, car s'ils ne peuvent pas travailler à leur sortie d'école ils n'auront aucun revenu. Alors, ils veulent avoir l'assurance de trouver un emploi après leurs études.

Mais il y a, disent-ils, vraiment trop de gens à placer pour le peu d'emplois offerts. Ce qui fait dire à l'un d'eux: "On doit aller végéter çà et là pour avoir un peu d'argent. On doit accepter n'importe quoi dans des domaines pour lesquels on n'est pas préparé... si on accepte un autre genre de travail, c'est pour gagner sa vie".

A partir d'une telle situation les jeunes espèrent qu'à l'avenir ils pourront recevoir une information claire et complète sur les choix à faire avant d'entreprendre l'étude d'une spécialité. Selon les sortants, cette dernière doit être en mesure de répondre à la demande de main-d'oeuvre en fournissant un nombre correspondant d'effectifs.

LES STAGES

D'une façon générale, les sortants qui ont fait des commentaires sur les stages sont unanimes pour qu'on intensifie davantage les stages pratiques, car ils en tirent une expérience concrète sur le marché du travail. De plus, ces stages sont très précieux pour faciliter les démarches dans la recherche d'un premier emploi, une fois le diplôme acquis. Comme le disent les nouveaux diplômés, "le fait d'avoir eu des contacts pratiques et humains ouvrent toujours plus les portes".

Les sortants considèrent les stages comme une excellente façon d'augmenter leur intérêt pour le cours poursuivi et de vérifier "s'ils sont vraiment dans leur branche". Ces périodes d'entraînement pratique diminuent les difficultés d'adaptation et renseignent davantage sur le milieu de l'industrie, précisent-ils.

Donc les futurs diplômés souhaiteraient qu'on accorde une place plus grande à l'acquisition de connaissances pratiques. On veut plus de travaux pratiques en classe, plus de stages pratiques en dehors de l'école et ce, dans le but principal de satisfaire les employeurs, qui exigent tous de l'expérience.

Déjà, on déplore qu'il n'y ait pas assez de stages, surtout au secteur professionnel long et que, s'il y en a, ils sont trop courts. Trop souvent aussi, ces stages ne correspondent pas aux études poursuivies.

Il y a plusieurs suggestions de faites sur les stages par les sortants, entre autres:

- que toutes les écoles et collèges offrent un minimum de 3 ou 4 semaines de stages, quelle que soit la matière étudiée, pour permettre aux étudiants de faire l'expérience du travail;

- que la dernière année d'études dans un métier du secteur professionnel soit comptée comme un an d'expérience sur le marché du travail, bien entendu s'il y a eu un stage sérieux d'effectué;

- qu'il y ait des stages de travaux pratiques dans les industries, dans les compagnies et les bureaux non seulement au cours de l'année scolaire, mais aussi entre les sessions;

- qu'à défaut de stages, on organise des visites industrielles, des rencontres entre les travailleurs et les étudiants d'une même spécialité.

Cependant et d'une façon générale, plusieurs sortants déplorent un manque d'organisation, une planification

déficiente, une répartition maladroite et une supervision inefficace au moment des stages.

Cette situation se traduit par une insatisfaction au niveau des connaissances et de l'expérience acquises au cours de ces stages. Les stagiaires considèrent donc ces périodes d'entraînement pratique comme incomplètes, non fonctionnelles et par le fait même inutiles.

Ce qui les incitent alors à suggérer l'établissement de relations étroites entre le système d'éducation et l'industrie afin de tout mettre en oeuvre pour fournir de meilleurs finissants et faciliter leur entrée sur le marché du travail.

Cette plus grande coopération entre l'école et les employeurs est, selon eux, indispensable à la formation adéquate du futur travailleur.

LES PROFESSEURS

Les sortants ont des griefs précis et bien arrêtés sur l'ensemble de leurs professeurs. D'abord, ils déplorent leur manque de compétence, de disponibilité et de maturité, leur impatience et leur incompréhension, la faiblesse de leur autorité face aux élèves de même que l'importance excessive accordée à la remise de leur salaire.

Les critiques les plus vives vont ensuite du côté pédagogique qui, d'après les sortants, est très faible sinon nul. Cette absence de pédagogie et de psychologie fait dire à un sortant: "S'ils en connaissent long sur la matière, ils n'ont aucun moyen de la communiquer, aucune méthode pour l'enseigner".

Cette incompétence professionnelle s'expliquerait beaucoup, selon eux, par le fait qu'un trop grand nombre de professeurs n'enseignent pas la matière pour laquelle ils ont été formés: on les envoie dans les cours où les besoins se font sentir. Ce qui provoque chez les enseignants un sérieux manque d'intérêt, car d'ordinaire ils ignorent la matière à enseigner. Les conséquences de cet état de choses se font alors sentir dans la qualité de l'enseignement en général et dans le manque d'intérêt de l'élève.

A ce propos, les sortants suggèrent un contrôle plus élevé de la compétence pédagogique et un choix plus judicieux des professeurs. Il leur sera alors possible de recevoir un enseignement de base adéquat où les informations et les explications cesseront d'être insuffisantes, incomplètes et trop courtes, de dire les sortants.

Il n'y a pas que l'inaptitude d'une grande partie des professeurs que les jeunes déplorent. Il y a aussi le manque de relations entre professeurs et élèves. C'est là une carence fort ressentie. Un jeune l'exprime ainsi: "Nos professeurs ne sont pas intéressés par ce qu'ils enseignent encore moins par les élèves. Ils ne se préoccupent pas du tout de nos résultats scolaires, ni de nos problèmes personnels. Ça ne nous encourage pas beaucoup à se forcer quand le professeur lui-même donne son cours comme pour se débarrasser au plus vite d'une corvée".

C'est pourquoi les sortants ont le sentiment que leurs professeurs n'ont pas "l'amour des jeunes", qu'ils ne se préoccupent pas d'eux. Ils ne les sentent pas non plus motivés et disponibles et ce, autant pour donner des informations ou des cours additionnels qu'uniquement pour des rencontres amicales. Cette absence de disponibilité et d'intérêt ne contribue pas selon eux à améliorer l'atmosphère de l'école.

Voici le commentaire d'un sortant qui en dira beaucoup à ce sujet: "Les professeurs permettent aux jeunes de faire ce qu'ils veulent, ils se fichent d'eux... Je crois que les professeurs devraient être plus stricts pour retenir les jeunes, pas en criant mais en dialoguant avec eux: c'est de la compréhension que les étudiants ont besoin. Les écoles sont toutes à l'envers, plus rien ne compte pour les jeunes. Aucune ambiance ne règne et cela, je pense, est de la faute des professeurs".

Disons, en terminant, qu'un très grand nombre de sortants ont mentionné dans leurs commentaires que l'attitude actuelle des professeurs dans le système d'éducation est la cause principale de leur abandon scolaire.

Une telle situation en amènent plusieurs à suggérer qu'on améliore la formation de l'éducateur et qu'on précise davantage son rôle. Cette mesure contribuerait, à leur avis, à diminuer ou à éviter plusieurs problèmes qui surgissent actuellement dans le système scolaire.

LE CONTENU DES COURS

Le contenu des cours doit être en relation étroite avec le secteur et l'occupation choisie. Il s'agit là d'une priorité pour les sortants qui ont donné leur idée sur le contenu de la matière dispensée au secondaire et au collégial.

On veut que la théorie apprise à l'école trouve une application pratique sur le marché du travail, c'est-à-dire que le contenu des cours et la façon de les donner correspondent avec ce qui se fait actuellement sur le marché du travail dans la spécialité choisie, donc qu'ils soient plus près de la réalité.

Cependant, à l'intérieur de la concentration choisie, on aimerait avoir la possibilité de choisir entre un plus grand nombre de cours spécialisés.

A ce propos, on se plaint de la multiplicité des cours généraux suivis au détriment de cours propres à la concentration. L'importance de cours plus spécialisés implique aussi, pour plusieurs options techniques, un meilleur équipement, tant au niveau de la quantité que de la qualité, d'exprimer les sortants.

On en vient ainsi à suggérer une élimination des cours de philosophie, de religion, d'éducation physique, de linguistique, etc., jugés inutiles pour un grand nombre de sortants. Ce qui ne veut pas dire que tous ces sortants rejettent pour autant les cours généraux, mais ils pensent qu'il faudrait leur accorder moins de temps et d'importance.

Même si on se pose des questions sur la pertinence des cours généraux, un très grand nombre de sortants déplorent la faible connaissance du français chez les jeunes. Ils sont presque unanimes à convenir que la grande tare dans l'enseignement du français, c'est l'orthographe, la grammaire, les règles, la composition. On veut bien apprendre le français, on veut savoir l'écrire. Un sortant exprime ainsi ce désir: "C'est bon le français oral, mais il ne faut pas nous en saturer. Un élève qui sait écrire et composer saura sûrement bien s'exprimer".

Plusieurs mentionnent aussi que la connaissance de l'anglais, comme langue seconde, est d'une grande utilité dans la recherche d'un certain type d'emploi, tel le secrétariat.

A la suite de leurs commentaires sur le contenu des cours comme tels, un certain nombre de sortants ont abordé la question de l'évaluation scolaire. On retient principalement,

à ce propos, le désaccord de quelques-uns face aux examens imposés par le ministère de l'Education. Ce moyen d'évaluer l'étudiant leur apparaît peu valable, parce que, selon eux, "on ne peut pas se fier à un examen pour juger une personne". Ils suggèrent donc de faire préparer ces examens par l'école pour les faire ensuite approuver par le Ministère. A titre d'information, mentionnons que ce système a déjà existé dans les écoles techniques et les écoles normales.

Il y a un aspect que les sortants ne dissocient pas du contenu des cours comme tels. C'est le trop grand nombre et la mauvaise répartition de ces cours. Notamment, le programme d'études du secteur professionnel est beaucoup trop chargé, ce qui empêche d'aborder tout ce qui est prévu dans les cahiers d'enseignement, de dénoncer les sortants. Dès lors, on aborde trop superficiellement les matières importantes qui demandent à être approfondies davantage et qui, souvent, sont plus difficiles à assimiler. D'autres trouvent que le programme d'études est trop spécialisé. Les sortants quittent l'école insuffisamment préparés, leur champ de connaissances n'est pas assez élargi. Ils ne sont pas assez "polyvalents".

Face à cette situation, certains suggèrent:

- soit de réduire le nombre de périodes de cours par semaine afin de prendre le temps d'approfondir, de réfléchir et d'apprendre vraiment;

- soit d'allonger d'un an ou plus les cours de quelques spécialités du secteur professionnel.

En conclusion, et d'une manière très globale, on désire que le choix et le contenu des cours, à tous les niveaux fassent l'objet d'une préparation, d'une répartition et d'une révision mieux orientées vers le marché du travail ou la poursuite des études.

LES PRETS ET BOURSES

Il y a un grand nombre de sortants qui ont formulé des commentaires relativement similaires sur les questions des prêts et bourses distribués par le ministère de l'Education.

Dans l'ensemble, ces commentaires se résument au fait que l'aide financière fournie est insuffisante en regard des frais à assurer (transport, nourriture, logement, scolarité, etc.) pour poursuivre des études. Certains considèrent l'aide gouvernementale comme "minime" comparativement au coût de la vie.

On suggère donc une révision et un réajustement du système des prêts et bourses jugé défaillant. Les critères de distribution devraient être davantage fondés sur les besoins, car plusieurs se plaignent "d'injustice" dans la répartition de cet argent. Ils trouvent qu'un grand nombre de ceux qui en bénéficient n'en ont pas besoin; ou surtout, et c'est là une raison importante, que le Ministère accorde beaucoup trop d'importance au revenu des parents. Ces derniers, de l'avis de plusieurs sortants, n'acceptent souvent pas d'aider financièrement leurs enfants bien qu'ils aient un salaire élevé. On propose donc de considérer les étudiants comme indépendants de leurs parents, surtout ceux des niveaux collégial et universitaire.

Les difficultés financières sont, pour beaucoup de sortants, la cause principale de l'abandon des études, et ce toujours plus aux niveaux collégial et universitaire. Certains arrêtent temporairement leurs études pour amasser l'argent qui leur fait défaut. Cet arrêt temporaire ne peut être rentable qu'à la condition de leur permettre de trouver un emploi sur le marché du travail. D'autres abandonnent définitivement leurs études en attribuant leur décision à l'insuffisance des prêts et bourses.

Enfin, il est important de tenir compte de l'état d'inquiétude dans lequel se retrouvent les sortants qui ont des ennuis financiers. Qu'il suffise de rapporter les deux commentaires suivants: "Si un étudiant a des problèmes d'argent, il doit travailler pendant l'été et souvent aussi pendant l'année scolaire, ce qui devient très fatigant. Sinon il est obligé de s'endetter; ce problème provoque beaucoup de stress chez l'étudiant". "C'est très angoissant de songer à la façon d'avoir les moyens financiers pour poursuivre ses études. Il faut avoir assez d'argent pour ne pas s'inquiéter pendant l'année scolaire".

CONCLUSION

Tous ces commentaires de sortants de niveaux secondaire et collégial fournissent une abondante quantité d'informations. Les multiples opinions émises, à l'intérieur des sept thèmes retenus, reflètent des attitudes variées: on passe de l'optimisme au pessimisme, de la satisfaction à l'insatisfaction, de l'espoir au désenchantement.

Comme il a été mentionné dans l'introduction, ce ne sont pas tous les sortants ayant répondu au questionnaire de l'opération "Relance" 1976 qui ont exposé leurs commentaires, mais principalement ceux qui affichaient une certaine déception et dénonçaient des lacunes.

Les conclusions auxquelles on en arrive ne peuvent donc être considérées comme représentant l'opinion de l'ensemble des sortants et, ainsi, ne peuvent être formelles.

Cette situation présente, par le fait même, des limites si on veut formuler des interprétations ou faire des généralisations.

Néanmoins, la synthèse de toutes ces opinions permet de relever rapidement plusieurs ambivalences dans le texte, surtout lorsque les sortants s'expriment sur le contenu des cours, les stages et la durée des études.

Ces idées ambivalentes peuvent mener à des constatations importantes sur la situation du système scolaire actuel, particulièrement aux niveaux secondaire et collégial.

Une des principales ambivalences apparaît dès qu'on aborde la question de la formation générale. Si plusieurs sortants considèrent cette formation comme essentielle et désirent en acquérir une où le français, les mathématiques etc, seront enseignés; d'autres se plaignent de recevoir beaucoup trop de cours théoriques axés sur des sujets trop reliés à la formation générale. En outre, si les sortants se plaignent de ne pas recevoir une formation suffisamment polyvalente, ils désirent en même temps avoir plus de cours spécialisés et plus de stages.

Ce qu'il faut comprendre principalement dans l'expression de ces opinions, c'est que plusieurs sortants font difficilement le lien ou établissent mal la relation qui peut exister entre les cours obligatoires, c'est-à-dire de formation générale, et l'appl ion des connaissances acquises dans leur spécialité. Ils contes .t alors la valeur de ces cours de formation générale et les rejettent puisqu'ils sont incapables de les intégrer à leur formation spécialisée.

Il y a aussi des observations intéressantes à faire et qui, tout comme les ambivalences relevées précédemment, peuvent mener à des constatations importantes sur la situation du système scolaire actuel.

Par exemple, lorsque les sortants font des commentaires sur leurs professeurs, ils en critiquent l'incompétence pédagogique, qui s'expliquerait par le fait qu'un trop grand nombre de professeurs n'enseigneraient pas la matière pour laquelle ils auraient été formés. On assiste ici à une non-correspondance évidente entre la formation reçue et les cours à dispenser.

Cet état de fait se répète aussi pour un certain nombre de sortants nouvellement intégrés au marché du travail. On y observe en effet une absence de concordance entre les études effectuées et le travail qu'ils doivent accomplir.

D'autres commentaires dans le texte présentent cette "reproduction" de situations jugées insatisfaisantes. Mentionnons entre autres, à ce propos, les plaintes maintes fois répétées et touchant des sujets tels: les services d'orientation déficients, les prêts et bourses insuffisants, etc.

Ces situations d'insatisfaction, jointes à des idées ambivalentes et à des commentaires négatifs, fournissent des indicatifs valables et des hypothèses de travail intéressantes qu'il est important de prendre en considération si on veut apporter des correctifs et des modifications au système scolaire actuel, principalement aux niveaux secondaire et collégial.

Ces indicatifs et ces hypothèses de travail seront en bonne partie éclaircis par les résultats (données quantitatives) qui paraîtront prochainement et qui porteront sur la satisfaction des études.

Après la lecture de ce texte, l'impression générale retenue c'est que les sortants qui ont formulé des commentaires à la suite du questionnaire de "Relance" 76 sont perdus, mêlés, déçus et inquiets. Ils ne savent pas ce qu'ils veulent exactement, ni où ils vont, même avec une spécialité bien définie.

Pour eux les problèmes fondamentaux ressentis se posent principalement lorsqu'on aborde des questions touchant: les cegep et les polyvalentes (encadrement, ambiance), les services d'orientation et d'information, le marché du travail, les stages, les professeurs, le contenu des cours, les prêts et bourses, pour ne citer que les plus importants.

Ainsi, s'affirme de plus en plus profondément un désenchantement à l'égard de l'école. Le climat de conflit qui a accompagné sa réforme, puis son évolution au cours des dix dernières années, peut être une raison expliquant cette attitude. Il y a aussi le taux de chômage actuel au Québec (près de 10%) qui rassure peu les sortants préparant leur entrée sur le marché du travail.

Mais ce ne sont pas les seules raisons. Et, en cette période d'évaluation de la réforme de l'éducation, il apparaît important de préciser l'ensemble des causes qui ont conduit à un tel état de désenchantement. C'est une démarche indispensable à faire si on veut trouver des solutions aux problèmes issus d'une telle situation.

DANS LA MÊME SÉRIE:

Diane Gaumond, Daniel Monnier. RELANCE 1974 (TOME 1): LES SORTANTS DES NIVEAUX SECONDAIRE ET COLLEGIAL POUR L'ANNEE 1972-73 FACE AU MARCHE DU TRAVAIL. Mai 1974. (4-20)

Diane Gaumond, Daniel Monnier. RELANCE 1974 (TOME 2): ABANDON OU POURSUITE DES ETUDES CHEZ LES ETUDIANTS SORTANTS DU NIVEAU COLLEGIAL POUR L'ANNEE 1972-73. Juin 1975. (4-21)

Roger Lapierre. RELANCE 1975, STATISTIQUES PRELIMINAIRES: ETUDE DE L'EFFICACITE DE LA FORMATION RECUE DANS LES SPECIALITES PROFESSIONNELLES AU COLLEGIAL ET AU SECONDAIRE. Septembre 1975. (4-23)

Roger Lapierre. RELANCE 1975: SATISFACTION DES ETUDES FAITES PENDANT L'ANNEE SCOLAIRE 1973-74. Février 1977. (4-24)

Roger Lapierre. RELANCE 1975: ETUDE DES CARACTERISTIQUES INDIVIDUELLES, SOCIALES ET SCOLAIRES DES SORTANTS DE L'ANNEE 1973-74. Février 1977. (4-25)

Roger Lapierre. RELANCE 1976: ETUDE DE L'EFFICACITE DE LA FORMATION RECUE DANS LES SPECIALITES PROFESSIONNELLES AU COLLEGIAL ET AU SECONDAIRE. Février 1977. (4-26)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
SERVICE DE LA REPROGRAPHIE
Mars 1977